

Procédure civile

Droit commun et spécial du procès civil, MARD et arbitrage

35^e édition

2020

Cécile Chainais

Membre de l'Institut universitaire de France
Professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas
Codirectrice de l'Institut d'études judiciaires Pierre Raynaud
Directrice du Centre de recherche sur la justice (CRJ)
Directrice du Master 2 Justice et droit du procès

Frédérique Ferrand

Membre honoraire de l'Institut universitaire de France
Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3
Directrice de l'Institut de droit comparé Édouard Lambert
Directrice de l'Équipe de droit international, européen et comparé (EDIEC)
Honorarprofessorin à l'Université d'Ausbourg (Allemagne)

Lucie Mayer

Professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas
Directrice adjointe du Centre de recherche sur la justice (CRJ)
Codirectrice du Master 2 Contentieux Arbitrage et MARC

Serge Guinchard

Professeur émérite de l'Université Paris II Panthéon-Assas
Recteur honoraire des Académies de la Guadeloupe et de Rennes
Directeur honoraire de l'Institut d'études judiciaires Pierre Raynaud
Doyen honoraire de la Faculté de droit de Lyon

DA||LOZ

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	V
ABRÉVIATIONS	XI
AVANT-PROPOS	XIII
INTRODUCTION GÉNÉRALE	
L'ARBRE DE LA SCIENCE DU DROIT DU PROCÈS CIVIL	1
CHAPITRE 1	
LA CONCEPTION CLASSIQUE DE LA PROCÉDURE CIVILE	3
SECTION 1.	
UNE CONCEPTION PUREMENT TECHNIQUE ET FORMALISTE DE LA PROCÉDURE CIVILE.....	3
SECTION 2.	
LES SOURCES HISTORIQUES DE LA PROCÉDURE : DES CODIFICATIONS PUREMENT TECHNIQUES	7
§ 1. L'ancien droit : l'émergence de codifications techniques	8
§ 2. Le droit révolutionnaire ou l'oubli de la procédure ...	10
§ 3. L'ancien Code de procédure civile de 1806 : un code « déjà bien vieux en naissant »	11
CHAPITRE 2	
L'ÉMANCIPATION DE LA PROCÉDURE CIVILE ...	15
SECTION 1.	
LE RENOUVELLEMENT DE LA PENSÉE DU PROCÈS CIVIL	15
§ 1. Le recul du formalisme dans la définition de la procédure	15
A. Un formalisme ancré dans des principes	16
B. Un formalisme réduit à la stricte nécessité	17
§ 2. L'avènement d'une conception réaliste de la procédure civile	19
A. La justice civile, un service public	19
B. Le procès, un instrument autonome de réalisation des droits.....	21
C. D'une conception réaliste à une conception humaniste de la procédure	23

SECTION 2.	LE RENOUELEMENT DES SOURCES	
	DE LA PROCÉDURE CIVILE	30
	§ 1. Les sources légales : l'avènement	
	d'une codification moderne du droit du procès civil.....	30
	A. Les évolutions qui ont précédé l'avènement	
	du nouveau Code de procédure civile.....	30
	B. Le nouveau Code de procédure civile :	
	l'entrée de la procédure civile dans l'ère moderne.....	32
	1. Naissance du nouveau Code	33
	2. Esprit du nouveau Code	35
	3. Organisation interne du Code de procédure civile ...	39
	C. La coexistence du Code de procédure civile	
	avec d'autres sources internes	42
	1. Diversité et normativité des sources légales	
	(législatives ou réglementaires).....	42
	2. Les sources prétoriennes de la procédure civile	47
	§ 2. Les sources supralégislatives :	
	la fondamentalisation du droit du procès civil.....	50
	A. La constitutionnalisation de la procédure civile	51
	1. Un phénomène contemporain	52
	2. Les voies de la constitutionnalisation	
	de la procédure civile	55
	B. Les sources extranationales visant	
	à la protection des droits de l'homme	59
	1. Les sources internationales	59
	2. Sources issues du Conseil de l'Europe	61
	C. Sources issues du droit de l'UE : de l'efficacité	
	économique aux droits de l'homme	66
	1. L'œuvre de la Cour de Justice dans l'élaboration	
	d'un droit commun du procès civil	68
	2. La recherche de l'efficacité économique	
	au sein de l'espace judiciaire européen	70
	3. La prise en considération des droits	
	fondamentaux.....	75
CHAPITRE 3	L'ARBRE DE LA SCIENCE DU DROIT	
	DU PROCÈS CIVIL.....	80
	§ 1. La constitution d'un objet disciplinaire :	
	la science du droit du procès civil	80
	A. Le droit du procès civil	80
	B. Le procès civil, élément	
	du « procès de civilisation »	83

	§ 2. L'arbre de la science du droit du procès civil, une métaphore opératoire	86
	A. La mise en évidence d'un arbre de la science du droit du procès civil	86
	B. La proposition d'un ordre de la connaissance du procès civil	89
	C. Vertus théoriques et pratiques de l'arborescence	92
	1. Une entreprise de modélisation du procès civil.....	92
	2. Un garde-fou face aux nouveaux enjeux de la justice contemporaine.....	97
PREMIÈRE PARTIE	LE MODÈLE DU PROCÈS CIVIL	111
TITRE 1	LES PRINCIPES ENCADRANT L'ACTION EN JUSTICE	113
SOUS-TITRE 1	La théorie de l'action : l'unité de l'action en justice	117
CHAPITRE 1	LIBERTÉ : LE DROIT D'AGIR EN JUSTICE, UN DROIT FONDAMENTAL	119
SECTION 1.	L'ACTION EN JUSTICE, UNE PRÉROGATIVE LÉGALE	120
	§ 1. Les liens entre action et droit substantiel	121
	A. Le rejet de la confusion entre action et droit substantiel.....	121
	1. L'identification classique entre le droit et l'action....	121
	2. Critique de l'identification entre action et droit substantiel	122
	B. Les limites de la distinction entre action et droit substantiel	124
	§ 2. La nature de l'action	127
	A. L'action, droit subjectif autonome ?.....	127
	B. L'action, prérogative légale	129
SECTION 2.	L'ACTION EN JUSTICE, UN DROIT FONDAMENTAL	135
	§ 1. La consécration internationale du droit d'agir en justice	136
	§ 2. La consécration européenne du droit d'agir en justice	137
	A. La consécration en droit du Conseil de l'Europe	137
	B. La reconnaissance en droit de l'Union européenne...	139

	C. La reconnaissance en droit interne	142
	1. La reconnaissance du droit d'agir en justice par le Conseil constitutionnel	142
	2. La reconnaissance législative et réglementaire du droit d'agir en justice	145
	3. La reconnaissance prétorienne du droit d'agir en justice	146
CHAPITRE 2	ÉGALITÉ : LE DROIT D'AGIR EN JUSTICE, UN DROIT RELATIF	149
SECTION 1.	LES CONDITIONS SUBJECTIVES D'OUVERTURE DE L'ACTION EN JUSTICE	152
Sous-section préliminaire.	La capacité de jouissance, un préalable à l'existence même de l'action	154
Sous-section 1.	L'intérêt à agir	157
	§ 1. La définition de l'intérêt à agir	158
	§ 2. Les caractères exigés de l'intérêt	160
	A. Les conditions traditionnelles de l'intérêt à agir....	160
	1. Un intérêt positif et concret	160
	2. Un intérêt né et actuel	161
	B. Une condition discutée : l'intérêt « légitime »	163
Sous-section 2.	La qualité à agir	166
	§ 1. La qualité résultant de l'intérêt direct et personnel à agir	167
	§ 2. La qualité résultant d'une restriction du droit d'agir (les actions attitrées)	170
	§ 3. La qualité résultant d'une extension du droit d'agir (les actions en défense d'un intérêt déterminé, art. 31 <i>in fine</i>)	171
	A. La qualité à agir en défense de l'intérêt général ...	172
	1. Qualité du ministère public à agir en défense de l'intérêt général.....	173
	2. Qualité attribuée à une autorité ou à une organisation professionnelle pour défendre l'intérêt général en matière économique.....	174
	3. Qualité attribuée à un contribuable pour défendre l'intérêt général	176

	B. L'action en défense d'un intérêt collectif.....	177
	1. Qualité attribuée à un syndicat ou à un ordre pour défendre l'intérêt collectif de la profession qu'il représente.....	178
	2. La qualité attribuée à une association pour défendre un intérêt collectif.....	181
	C. La qualité d'un groupement à agir en défense des intérêts individuels d'autrui.....	188
	1. Une hypothèse hybride : la qualité d'un syndicat à défendre les intérêts personnels des salariés.....	188
	2. La qualité d'une association à défendre les intérêts individuels d'autrui.....	190
	3. La qualité des communes à agir dans l'intérêt de leurs habitants.....	198
	4. Conclusion : distinction entre qualité à agir en justice et pouvoir d'agir en justice.....	198
SECTION 2.	LES CONDITIONS OBJECTIVES D'OUVERTURE DE L'ACTION EN JUSTICE.....	199
	§ 1. Les conditions liées au délai pour agir	200
	A. Les différents délais d'action.....	200
	B. Le régime des délais pour agir.....	202
	§ 2. Les conditions liées à la chose jugée	203
	§ 3. Les conditions liées à la cohérence de l'action	204
	§ 4. Les conditions propres aux matières, procédures ou juridictions spéciales : renvoi	205
CHAPITRE 3	FRATERNITÉ : LE DROIT D'AGIR EN JUSTICE, UN DROIT EFFECTIF	206
SECTION 1.	L'ABSENCE D'OBSTACLES MATÉRIELS ET JURIDIQUES.....	207
	§ 1. Obstacles (retenus) provenant d'une initiative procédurale ou d'une faute d'un organe ou d'un auxiliaire de justice	208
	§ 2. Obstacles (retenus sous conditions) nés du formalisme procédural	209
SECTION 2.	L'ABSENCE D'OBSTACLES FINANCIERS.....	211
	§ 1. La réduction du coût de l'accès au juge	211
	A. La notion de dépens.....	212
	1. Les dépens visés à l'article 695-1o (droit, taxes, redevances et émoluments).....	212
	2. Les dépens visés à l'article 695-2 ^o à 12 ^o	215

	3. Frais n'entrant pas dans les dépens.....	217
	B. Le règlement des dépens	219
	1. L'identification du (ou des) débiteur(s) des dépens...	219
	2. Les modalités de règlement des dépens.....	221
	C. Les demandes et contestations autour des frais autres que les dépens.....	226
	1. Demandes et contestations relatives aux frais, émoluments et débours des auxiliaires de justice et non compris dans les dépens (art. 719 à 721).....	226
	2. Contestations relatives à la rémunération des techniciens	226
	3. Contestations relatives aux frais, émoluments et débours des greffiers des tribunaux de commerce...	227
	§ 2. La prise en charge du coût de l'accès au juge	228
	A. Fondements de l'aide juridictionnelle.....	228
	1. Sources supralégislatives	228
	2. Origines historiques	230
	B. Régime applicable à l'aide juridictionnelle en droit positif	231
	1. Champ d'application.....	231
	2. Conditions.....	233
	3. Procédure.....	235
	4. Effets.....	239
SOUS-TITRE 2	La mise en œuvre du droit à un juge : diversité de l'action	243
CHAPITRE 1	LES CONDITIONS PERSONNELLES DE MISE EN ŒUVRE DU DROIT À UN JUGE	245
SECTION 1.	LA CAPACITÉ D'EXERCICE DE L'ACTION EN JUSTICE	245
	§ 1. Hypothèses d'incapacité d'exercice	246
	§ 2. Sanction de l'incapacité d'un plaideur	249
SECTION 2.	LE POUVOIR POUR AGIR DU REPRÉSENTANT À L'ACTION	249
Sous-section 1.	La diversité des faits générateurs de la représentation	252
	§ 1. La représentation d'origine légale	252
	§ 2. La représentation d'origine conventionnelle	255
	A. Considérations générales sur la représentation conventionnelle à l'action.....	255
	1. La représentation à l'action, objet de la liberté contractuelle	255

	2. L'exigence formelle du nom du représenté conventionnel dans la procédure.....	256
	B. Une hypothèse spécifique : l'action d'une association en représentation conjointe d'autrui.....	259
	§ 3. La représentation judiciaire à l'action	261
	§ 4. Les fausses hypothèses de représentation à l'action	265
Sous-section 2.	La sanction du défaut de pouvoir	266
CHAPITRE 2	LA DIVERSITÉ PROCÉDURALE DE L'ACTION EN JUSTICE : DEMANDES ET DÉFENSES	268
SECTION 1.	LES DEMANDES	268
	§ 1. La demande en justice	268
	A. La notion de demande en justice	269
	B. Les effets de la demande en justice	271
	§ 2. La pluralité des demandes	279
	A. La demande initiale.....	279
	B. Les demandes incidentes.....	280
	1. La demande additionnelle	281
	2. La demande reconventionnelle.....	282
	3. L'intervention	287
	C. La présentation hiérarchisée des demandes.....	291
SECTION 2.	LES DÉFENSES.....	292
	§ 1. Les défenses au fond	294
	A. La notion de défense au fond	294
	B. Le régime juridique des défenses au fond	295
	§ 2. Les exceptions de procédure	295
	A. La notion d'exception de procédure	295
	B. Le régime juridique des exceptions de procédure	297
	1. La double règle d'antériorité et de simultanéité....	297
	2. Les atténuations à la double règle d'antériorité et de simultanéité	299
	3. La portée de la chose jugée sur une exception de procédure	300
	§ 3. Les fins de non-recevoir	301
	A. La notion de fin de non-recevoir.....	301
	1. La fin de non-recevoir, un moyen de défense de nature mixte.....	301

	2. Les hypothèses de fins de non-recevoir	302
	3. La distinction entre fin de non-recevoir et exception de procédure	313
	B. Le régime juridique des fins de non-recevoir	314
	§ 4. Les conséquences procédurales de la distinction entre différents moyens de défense	319
CHAPITRE 3	LA DIVERSITÉ SUBSTANTIELLE DE L'ACTION EN JUSTICE : LES CLASSIFICATIONS DE L'ACTION EN JUSTICE	321
SECTION 1.	LA CLASSIFICATION SELON LA NATURE DU DROIT SUBSTANTIEL : ACTIONS PERSONNELLES ET RÉELLES.....	321
	§ 1. Action réelle et action personnelle	322
	§ 2. L'action mixte, une action hybride	324
SECTION 2.	LA CLASSIFICATION DES ACTIONS SELON L'OBJET DU DROIT SUBSTANTIEL	325
	§ 1. La distinction entre actions mobilières et actions immobilières	325
	§ 2. Intérêt de la distinction	326
TITRE 2	LES PRINCIPES STRUCTURANT L'INSTANCE ..	329
SOUS-TITRE PRÉLIMINAIRE	Le lien d'instance	337
CHAPITRE 1	LA NATURE ET LES CARACTÈRES JURIDIQUES DU LIEN D'INSTANCE	339
SECTION 1.	LA NATURE JURIDIQUE DU LIEN D'INSTANCE	339
	§ 1. La nature processuelle du lien d'instance	340
	§ 2. La nature légale du lien d'instance	341
SECTION 2.	LE CARACTÈRE ÉVOLUTIF DU LIEN D'INSTANCE	342
	§ 1. La création du lien d'instance	342
	A. Rapports entre introduction de l'instance et saisine du juge	342
	B. Différence entre signification et placement de l'assignation	343
	§ 2. La vie de l'instance (ou des instances)	346
	§ 3. L'extinction pure et simple de l'instance	349

CHAPITRE 2	LES PERSONNES ENGAGÉES DANS LE LIEN D'INSTANCE	351
SECTION 1.	LES PARTIES À L'INSTANCE.....	351
SECTION 2.	LES TIERS À L'INSTANCE.....	356
SOUS-TITRE 1	Les principes directeurs d'organisation du procès	359
CHAPITRE INTRODUCTIF	LE PROCÈS CIVIL, CHOSE DES PARTIES ?	361
SECTION 1.	LA CONCEPTION TRADITIONNELLE D'UN PROCÈS « CHOSE DES PARTIES »	361
SECTION 2.	LE DÉCLIN DE LA CONCEPTION TRADITIONNELLE	364
	§ 1. L'éviction de la conduite de l'instance hors de la conception libérale du procès	364
	§ 2. L'avènement de la conception moderne du principe dispositif	366
CHAPITRE 1	LE PRINCIPE D'INITIATIVE	371
SECTION 1.	LES RÔLES RESPECTIFS DES PARTIES ET DU JUGE DANS LA CONDUITE DE L'INSTANCE.....	371
	§ 1. L'impulsion des parties	372
	A. La maîtrise de l'existence de l'instance	372
	B. La maîtrise du déroulement de l'instance.....	374
	1. Le principe d'impulsion des parties en cours d'instance	374
	2. Le devoir de diligence des parties.....	375
	§ 2. L'office du juge	378
	A. Le devoir de veiller au bon déroulement de l'instance.....	379
	B. L'accroissement des pouvoirs du juge dans l'instruction du procès	380
	C. L'accroissement de pouvoirs de contrainte du juge : l'astreinte	382
SECTION 2.	LE RÉGIME DES INCIDENTS D'INSTANCE	385
	§ 1. Les incidents relatifs au déroulement de l'instance	386
	A. Les incidents visant à une meilleure administration de l'instance : la jonction et la disjonction d'instances.....	386

	B. Les incidents visant à l'arrêt momentané de l'instance.....	387
	1. L'interruption de l'instance.....	387
	2. La suspension de l'instance.....	390
	§ 2. Les incidents relatifs à l'extinction de l'instance....	393
	A. L'extinction de l'instance à titre accessoire.....	393
	1. Le désistement d'action.....	394
	2. L'acquiescement.....	394
	B. L'extinction de l'instance à titre principal.....	397
	1. Le désistement.....	397
	2. La péremption d'instance.....	401
	3. La caducité de la citation.....	407
CHAPITRE 2	LA MAÎTRISE DE LA MATIÈRE LITIGIEUSE ET DU DROIT APPLICABLE AU LITIGE : DU PRINCIPE DE LA LIBRE DISPOSITION AU PRINCIPE DE JURIDICTION.....	408
SECTION 1.	LA MAÎTRISE DE LA MATIÈRE LITIGIEUSE : LE PRINCIPE DE LA LIBRE DISPOSITION (OU PRINCIPE DISPOSITIF).....	411
Sous-section 1.	La portée absolue du principe dans sa dimension substantielle : la maîtrise de l'objet du litige par les parties... § 1. La définition de l'objet du litige par les parties..... A. La maîtrise de la définition de l'objet du litige par les parties..... B. L'immutabilité de l'objet du litige défini par les parties, entre désuétude et renouveau..... 1. L'immutabilité du litige, un principe traditionnel... 2. L'immutabilité du litige, un principe largement obsolète..... 3. Le renouveau du principe d'immutabilité du litige?... § 2. Le principe de neutralité du juge..... A. L'indisponibilité de l'objet du litige pour le juge... B. Les tempéraments au principe de la neutralité.....	412 413 413 417 417 418 419 420 421 422
Sous-section 2.	La portée relative du principe dans sa dimension procédurale : l'emprise des parties sur les faits du litige et leur preuve..... § 1. L'application assez stricte du principe aux faits du litige..... A. La délimitation des faits dans le débat, pouvoir des parties.....	424 424 425

	B. Les pouvoirs du juge au regard des faits délimités par les parties.....	427
	1. Le juge, tenu par les faits dans le débat déterminés par les parties (art. 7, al. 1).....	427
	2. L'extension par les parties des faits dans le débat, à l'instigation du juge.....	428
	§ 2. L'application très souple du principe à la preuve des faits	430
SECTION 2.	LE CONTRÔLE DU DROIT APPLICABLE AU LITIGE : DU PRINCIPE DE LA LIBRE DISPOSITION AU PRINCIPE DE JURIDICTION	433
Sous-section 1.	Le contrôle du droit par le juge.....	439
	§ 1. Le devoir général de statuer en droit (art. 12, al. 1^{er})	443
	A. L'obligation de statuer en droit.....	443
	B. La notion de règle de droit applicable	445
	§ 2. Le devoir de qualifier (art. 12, al. 2, <i>ab initio</i>)	449
	A. Principe : un devoir du juge	449
	B. Atténuations : la charge de la qualification imposée aux parties.....	450
	§ 3. Les pouvoirs du juge en matière de requalification (art. 12, al. 2, <i>in fine</i>) et de relevé d'office d'un moyen de droit (ancien al. 3)	452
	A. Les incertitudes du Code de procédure civile.....	452
	1. L'apparente simplicité de la distinction entre requalification et relevé d'office d'un moyen de droit	452
	2. Les ambiguïtés dissimulées	454
	B. Les incertitudes de la jurisprudence jusqu'en 2007 ...	457
	1. Une jurisprudence incertaine et divisée.....	458
	2. Proposition doctrinale	464
	C. La solution retenue par l'arrêt du 21 décembre 2007 : une simple faculté de relever d'office les moyens de droit.....	467
Sous-section 2.	Les limites à la maîtrise du droit par le juge.....	476
	§ 1. Les limites organisées par les principes directeurs du Code de procédure civile	477
	A. Le juge, libéré du droit par les parties	477
	B. Le juge, lié par les parties	478
	§ 2. Les limites ponctuelles	479

CHAPITRE 3	LES PRINCIPES RELATIFS À LA PREUVE EN JUSTICE.....	483
SECTION 1.	LES PRINCIPES DIRECTEURS RELATIFS À L'ADMINISTRATION JUDICIAIRE DE LA PREUVE.....	490
	§ 1. Les rôles respectifs des parties et du juge dans l'administration judiciaire de la preuve.....	491
	A. Le rôle des parties (C. pr. civ., art. 9).....	491
	1. La répartition des rôles entre les parties : la charge de la preuve.....	491
	2. La répartition des rôles entre les parties et le juge	492
	B. Le pouvoir d'initiative du juge (C. pr. civ., art. 10)....	493
	C. Une exigence de coopération en vue de la manifestation de la vérité (C. pr. civ., art. 11)....	495
	§ 2. Les exigences de licéité de la preuve et leur conciliation avec le droit à la preuve	496
	A. L'exigence traditionnelle de licéité de la preuve	496
	B. L'émergence d'un droit à la preuve	497
	C. Le domaine du droit à la preuve	500
	1. Le principe de loyauté dans l'administration de la preuve : un principe quasi absolu	500
	2. L'exigence de respect de la vie privée, tempérée par le droit à la preuve	503
	3. Le respect des secrets juridiquement protégés et l'intrusion progressive du droit à la preuve.....	506
SECTION 2.	LES MODALITÉS DE L'ADMINISTRATION JUDICIAIRE DE LA PREUVE.....	509
Sous-section 1.	Les pièces	510
	§ 1. La production des pièces.....	511
	A. La production forcée d'une pièce par une partie...	511
	B. L'obtention d'une pièce détenue par un tiers	513
	§ 2. La contestation de la preuve littérale	515
	A. Les contestations relatives aux actes sous seing privé.....	517
	1. La vérification d'écriture	517
	2. La procédure de faux	521
	B. Les contestations relatives aux actes authentiques...	523
	1. L'inscription de faux incidente	524
	2. L'inscription de faux principale	526

Sous-section 2.	Les mesures d'instruction	527
§ 1. Les règles relatives aux mesures d'instruction		527
A. Les décisions ordonnant des mesures d'instruction...		527
B. L'exécution et le contrôle des mesures d'instruction.....		531
1. Le juge compétent		531
2. Convocation, assistance et représentation des parties.....		533
3. Le rôle des tiers.....		533
4. L'exécution de la mesure d'instruction		534
C. La sanction des irrégularités.....		536
§ 2. Les différentes mesures d'instruction		538
A. Les vérifications personnelles du juge.....		538
B. La comparution personnelle des parties		540
1. Conditions de la comparution personnelle.....		540
2. La procédure de comparution.....		541
3. Les résultats de la comparution		543
C. Les déclarations des tiers.....		543
1. La déclaration écrite : les attestations		544
2. La preuve testimoniale recueillie oralement : l'enquête.....		545
D. Les mesures d'instruction exécutées par un technicien		553
1. Dispositions communes		553
2. Les mesures susceptibles d'être prises par le technicien		558
Sous-section 3.	Le serment judiciaire	572
SOUS-TITRE 2	Les principes directeurs issus des garanties fondamentales d'une bonne justice	577
CHAPITRE 1	LE DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE	579
SECTION 1.	LE DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE <i>STRICTO SENSU</i>	579
SECTION 2.	LES GARANTIES COROLLAIRES DU DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE.....	581
§ 1. Le droit à un procès public		581
§ 2. Le droit à un procès laïc		585
§ 3. Le droit à un procès dans un délai raisonnable		586

CHAPITRE 2	LE PRINCIPE DES DROITS DE LA DÉFENSE.....	588
SECTION PRÉLIMINAIRE.	UN PRINCIPE DE DROIT NATUREL	588
SECTION 1.	LE PRINCIPE DE LA CONTRADICTION	592
SECTION 2.	LA LIBERTÉ DE LA DÉFENSE	592
	§ 1. Les fondements de la liberté de la défense.....	592
	§ 2. La mise en œuvre de la liberté de la défense.....	595
	A. Les notions de représentation à l'instance et d'assistance.....	595
	B. Le régime juridique de la représentation à l'instance	596
	1. Qui représente ?	596
	2. Le mandat <i>ad litem</i>	597
	C. Le régime juridique de l'assistance d'une partie.....	601
	D. Les relations entre les fonctions de représentation et d'assistance.....	602
	E. Les incidents sur les auxiliaires de justice	603
SECTION 3.	L'ÉGALITÉ DES ARMES	604
SECTION 4.	LA LOYAUTÉ.....	606
	§ 1. L'émergence d'un principe de loyauté	606
	§ 2. Le devoir de réserve, expression d'un principe de loyauté.....	608
CHAPITRE 3	LE PRINCIPE DE LA CONTRADICTION	610
SECTION 1.	LE DROIT D'ÊTRE APPELÉ OU ENTENDU	612
Sous-section 1.	Les principes directeurs relatifs au droit d'être appelé ou entendu.....	613
	§ 1. La définition du droit d'être appelé ou entendu	613
	§ 2. Les aspects du droit d'être appelé ou entendu.....	614
	A. Le droit d'être appelé	614
	1. Traductions procédurales	614
	2. Aménagements du droit d'être appelé	615
	B. Le droit d'être entendu	615

Sous-section 2.	Les dispositions spécifiques relatives au défaut, faute de comparaître	616
	§ 1. Considérations générales : de la comparution au défaut, faute de comparaître	616
	§ 2. Les différentes hypothèses de défaut du défendeur ...	619
	A. Le défaut en cas d'unicité du défendeur	619
	1. Cas d'une partie non entendue bien qu'elle ait su qu'elle était appelée.....	619
	2. Cas d'une partie non entendue parce qu'elle n'a pas su qu'elle était appelée.....	620
	3. Conclusion : ligne directrice.....	621
	B. Le défaut en cas de pluralité des défendeurs.....	623
	§ 3. Récapitulatif : proposition de classification des jugements	624
SECTION 2.	LE DEVOIR DE COMMUNIQUER ET DE SOUMETTRE À LA CONTRADICTION	625
Sous-section 1.	Un devoir pour les parties et pour le ministère public.....	626
	§ 1. Le devoir mutuel de communication entre les parties	626
	A. Un devoir de communication réciproque	626
	1. La teneur du devoir de communication.....	626
	2. Le juge, gardien de l'obligation de communication	627
	B. Les limites du devoir mutuel	629
	1. La preuve du respect de l'obligation de communication	630
	2. La portée du devoir de communication réciproque...	631
	§ 2. Le devoir de communication du ministère public ...	631
	A. Devant les juridictions du fond.....	632
	B. Devant la Cour de cassation	633
Sous-section 2.	Un devoir pour le juge	635
	§ 1. Le devoir général de soumission à la contradiction ...	636
	§ 2. L'application du devoir de communication aux moyens de droit relevés d'office	637
	A. Le principe : un devoir pour le juge.....	637
	B. La pratique : les limites résiduelles au principe de soumission du juge à la contradiction	639

SOUS-TITRE 3	Les garanties formelles du procès civil	647
CHAPITRE 1	LA PROCÉDURE TYPE DE L'INSTANCE : CONTENTIEUSE, DÉFINITIVE ET CONTRADICTOIRE	649
SECTION 1.	LA NAISSANCE DE L'INSTANCE	652
	§ 1. La demande initiale	652
	A. Formes de la demande initiale	652
	1. Dispositions communes à l'assignation et à la requête (C. pr. civ., art. 54)	653
	2. Dispositions propres à l'assignation (C. pr. civ., art. 55 et 56)	655
	3. Dispositions propres à la requête (C. pr. civ., art. 57 et 58)	658
	4. Obligation pesant sur le défendeur	660
	B. Effets de la demande introductive d'instance	661
	§ 2. La saisine de la juridiction	661
	A. Le placement suivi de l'enrôlement de l'affaire, technique de saisine de la juridiction	662
	B. Le répertoire général. Le registre d'audience	662
	C. La constitution d'un dossier de l'affaire	663
SECTION 2.	LA MISE EN ÉTAT DE L'AFFAIRE	664
	§ 1. Absence, en droit positif, de dispositions communes relatives à la mise en état judiciaire	666
	§ 2. Émergence récente de dispositions communes relatives à la mise en état conventionnelle	667
	§ 3. Vers un droit commun de la mise en état ?	673
SECTION 3.	LES DÉBATS	674
	§ 1. La composition de la juridiction	676
	§ 2. Les principes gouvernant les débats	678
	§ 3. L'audience	679
	§ 4. L'intervention du ministère public	681
	A. La communication au ministère public	681
	B. Modalités de l'intervention du ministère public	683
	§ 5. La clôture des débats	685
SECTION 4.	LA PROCÉDURE-TYPE DE L'INSTANCE EN MATIÈRE DE PROCÉDURE ORALE	689
	§ 1. La procédure orale dans sa forme classique	693
	A. La prédominance de l'oral sur l'écrit	693

	B. Les effets pervers engendrés par les procédures orales.....	695
	C. Les atténuations ponctuellement apportées par la jurisprudence.....	696
	§ 2. La procédure orale modernisée	697
	A. La possibilité de dispenser les parties de se présenter à l'audience	698
	B. La possibilité d'organiser une quasi mise en état ...	699
	C. La soumission des écritures d'avocat au formalisme des procédures écrites	700
	D. La date des prétentions et des moyens écrits.....	701
	§ 3. Une procédure-type orale particulière : la procédure accélérée au fond	702
CHAPITRE 2	LA FORME DES ACTES	704
SECTION 1.	LA RÉDACTION DES ACTES DE PROCÉDURE	708
	§ 1. La rédaction des actes d'huissier de justice	709
	A. Modalités des actes des huissiers de justice.....	709
	B. Mentions devant figurer dans les actes des huissiers de justice	711
	§ 2. La rédaction des actes d'avocat à avocat	713
SECTION 2.	LA NOTIFICATION DES ACTES DE PROCÉDURE.....	713
Sous-section 1.	Dispositions communes à toutes les notifications	715
	§ 1. Communication par voie électronique	715
	§ 2. Partie représentée en justice	720
	§ 3. Le lieu de la notification	720
Sous-section 2.	Les deux voies de notification du droit commun.....	722
	§ 1. La notification par voie d'huissier : la signification des actes de procédure	724
	A. La signification traditionnelle, sous forme papier ...	725
	1. Les modalités graduées de la signification.....	725
	2. Mentions devant figurer sur l'original de l'acte signifié (art. 663).....	732
	3. Époque de la signification	732
	B. La signification électronique	733
	§ 2. La notification des actes en la forme ordinaire	734
	A. Modalités de notification en la forme ordinaire et personnes habilitées à la recevoir.....	735
	B. Mentions de la notification en la forme ordinaire.	737
	C. Époque de la notification en la forme ordinaire ...	737

Sous-section 3.	Régimes particuliers de notification	738
§ 1. Formalisme simplifié		739
A. Notifications entre avocats.....		739
B. Notifications adressées aux personnes morales		739
§ 2. Formalisme aménagé pour les notifications internationales		739
A. Destinataire domicilié à l'étranger		739
B. Notification des actes en provenance de l'étranger.....		743
C. Notification des actes au sein de l'UE		743
SECTION 3.	LES SANCTIONS DES IRRÉGULARITÉS DE PROCÉDURE	743
§ 1. Le domaine des nullités des actes de procédure		745
A. Dispositions communes à toutes les nullités		746
1. Les exceptions de nullité ne concernent que les conditions de forme et de fond des actes de procédure		746
2. La distinction concerne tous les actes de procédure		747
B. Hésitations ou confusions entre la nullité et d'autres notions		748
C. Les deux catégories de causes de nullité		751
1. Les causes de nullité pour vice de forme		751
2. Les causes de nullité pour vice de fond		752
§ 2. Le régime des nullités		756
A. Les conditions de la nullité.....		756
1. La règle « pas de nullité sans grief »		756
2. L'absence de régularisation		758
B. La procédure de l'exception de nullité		760
1. À quel moment peut être soulevée la nullité ?		760
2. Qui peut soulever l'exception de nullité ?		761
§ 3. Les effets de la nullité prononcée		761
CHAPITRE 3	LE TEMPS DES ACTES	763
SECTION 1.	LES DÉLAIS DES ACTES.....	763
§ 1. La computation des délais		764
§ 2. La modification éventuelle de la durée des délais ..		766
A. Modifications légales		766
B. Modification des délais par intervention judiciaire....		768
§ 3. Les sanctions de l'inobservation des délais		768

SECTION 2.	LES EXCEPTIONS DILATOIRES.....	769
	§ 1. Exception tirée du délai établi en faveur d'une partie	769
	§ 2. Exception tendant à suspendre l'instance en cas d'exercice de certains recours exceptionnels	770
	§ 3. Exception de garantie	771
TITRE 3	LES PRINCIPES GOUVERNANT LA FONCTION JURIDICTIONNELLE	775
SOUS-TITRE 1	La théorie de la fonction juridictionnelle	779
CHAPITRE 1	LA DÉLIMITATION DE LA FONCTION JURIDICTIONNELLE : LA NOTION D'ACTE JURIDICTIONNEL	781
SECTION 1.	DÉFINITION POSITIVE DE L'ACTE JURIDICTIONNEL.....	783
	§ 1. Les critères formels	783
	§ 2. Les critères matériels	787
	§ 3. Critère tiré de la qualité de tiers du juge	790
	§ 4. Conclusion	790
SECTION 2.	DÉFINITION NÉGATIVE DE L'ACTE JURIDICTIONNEL : LES FRONTIÈRES DU JURIDICTIONNEL ET DU NON-JURIDICTIONNEL	793
	§ 1. Une exclusion globale pour les mesures d'administration judiciaire	794
	§ 2. Une exclusion différenciée pour les mesures visant à la résolution du litige sans exercice d'un contrôle de la légalité	796
	A. Le jugement en amiable composition	797
	B. Le contrat entre parties, devenu jugement	798
	C. Le constat, par le juge, d'un contrat ou d'un acte ayant trait à la solution au litige	801
	D. L'acte du juge conférant force exécutoire à un accord des parties	803
CHAPITRE 2	LES GARANTIES DE LA FONCTION JURIDICTIONNELLE	808
SECTION 1.	LA GARANTIE D'UN TRIBUNAL INDÉPENDANT ET IMPARTIAL ...	808

SECTION 2.	LA GARANTIE D'UN JUGEMENT RÉGULIÈREMENT	
	ÉLABORÉ, RÉDIGÉ ET PRONONCÉ.....	814
	§ 1. Les règles de fond et de forme	814
	A. Le délibéré et le vote des juges.....	815
	1. Formes du délibéré.....	815
	2. Juges participant au délibéré	817
	3. Le vote des juges	818
	4. Le secret du délibéré.....	818
	B. Rédaction et forme des jugements	819
	1. Mentions relatives à la régularité formelle	
	du jugement.....	821
	2. Énonciations relatives aux prétentions des parties ...	822
	3. Les motifs et le dispositif. La formule exécutoire....	823
	4. La signature du jugement.....	828
	C. Prononcé du jugement.....	829
	D. Force probante des jugements	831
	§ 2. Les sanctions du formalisme	831
	A. Domaine de la nullité.....	832
	1. Les causes de nullité de l'article 458,	
	alinéas 1 ^{er} et 2 ^e	832
	2. Causes de nullité fondées sur les principes	
	généraux	833
	B. Mise en œuvre de la nullité.....	834
	1. La nullité peut être couverte	834
	2. Procédure.....	837
	3. Effets.....	837
SECTION 3.	LA GARANTIE D'UN JUGEMENT RÉGULIÈREMENT PUBLIÉ	
	ET NOTIFIÉ.....	837
	§ 1. La publicité des jugements	838
	§ 2. La notification des jugements	841
	A. Conditions générales de la notification	
	des jugements	842
	1. Formes de la notification	842
	2. À qui un jugement doit-il être notifié ?	843
	3. Contenu	843
	B. Règles particulières de signification	
	pour certains jugements rendus après	
	une procédure menée par défaut, faute	
	de comparaître.....	845

CHAPITRE 3	LE RÉGIME DE LA FONCTION JURIDICTIONNELLE	848
SECTION 1.	LE RÉGIME GÉNÉRAL DE L'ACTE JURIDICTIONNEL	848
Sous-section 1.	Efficacité du jugement	848
	§ 1. Efficacité du jugement entre les parties	848
	§ 2. Efficacité du jugement à l'égard des tiers	851
Sous-section 2.	L'autorité de la chose jugée	851
	§ 1. Les fondements de l'autorité de chose jugée	852
	A. Une présomption de vérité	852
	B. Une institution de paix sociale	854
	§ 2. La dimension négative de l'autorité de la chose jugée : le principe <i>non bis in idem</i>	856
	A. Définition de l'autorité négative de la chose jugée	856
	B. Sanction de l'autorité négative de la chose jugée ...	857
	C. Les conditions de l'autorité négative de la chose jugée	859
	1. L'identité d'objet	859
	2. L'identité de cause	860
	3. L'identité de parties	872
	D. Le domaine formel de l'autorité négative de la chose jugée	874
	1. L'autorité attachée au dispositif	874
	2. L'autorité attachée aux motifs ?	877
	§ 3. L'autorité positive de la chose jugée	880
	§ 4. La dimension progressive de la chose jugée	884
Sous-section 3.	Le dessaisissement du juge	888
	§ 1. Le principe du dessaisissement	888
	§ 2. Les atténuations au principe	890
	A. L'action en interprétation	891
	B. Action en rectification d'erreur ou d'omission matérielle	892
	C. Recours pour omission de statuer	896
	D. <i>Extra et ultra petita</i>	900
SECTION 2.	LE RÉGIME SPÉCIAL DE CERTAINS ACTES JURIDICTIONNELS : LA CLASSIFICATION DES JUGEMENTS	900
	§ 1. La distinction entre les différentes catégories d'actes juridictionnels	901
	A. Les jugements définitifs	902

	B. Les jugements avant dire droit	903
	C. Les jugements mixtes	904
	§ 2. L'intérêt de la distinction entre les différents actes juridictionnels	905
	A. Le régime des jugements quant à l'autorité de la chose jugée	905
	B. Le régime des jugements quant au dessaisissement du juge	906
	C. Le régime applicable aux voies de recours contre les jugements	907
	§ 3. La mise en œuvre de la distinction entre les différents actes juridictionnels	908
	A. Les motifs	909
	B. Le principal	912
SOUS-TITRE 2	Le contrôle de la fonction juridictionnelle : les voies de recours	917
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	PRINCIPES GÉNÉRAUX ENCADRANT LES VOIES DE RECOURS	919
SECTION 1.	THÉORIE GÉNÉRALE DES VOIES DE RECOURS	919
	§ 1. Un accès libre, égal et fraternel aux voies de recours	919
	§ 2. Les recours d'origine réglementaire	920
	A. L'énumération classique des voies de recours.....	920
	B. Autres recours.....	923
	§ 3. Les voies de recours-nullité (recours restaurés) créées par la jurisprudence	924
SECTION 2.	RÈGLES COMMUNES AUX DIVERSES VOIES DE RECOURS	931
	§ 1. Le délai de la voie de recours	931
	§ 2. L'exercice des voies de recours	936
CHAPITRE 1	LES VOIES DE RECOURS ORDINAIRES	939
SECTION 1.	LA PRÉSERVATION DE LA CONTRADICTION : L'OPPOSITION	939
	§ 1. Conditions de recevabilité de l'acte d'opposition ...	940
	A. Faculté d'opposition.....	940
	B. Délai de l'opposition.....	941
	C. Formes de l'opposition	942

§ 2. Effets de l'acte d'opposition	943
A. Effet suspensif	943
B. Effet dévolutif.....	944
1. L'acte d'opposition n'anéantit pas le jugement rendu par défaut.....	944
2. L'acte d'opposition saisi à nouveau du procès le tribunal qui avait primitivement statué.....	944
§ 3. Issue du procès.....	946
 SECTION 2. L'ENCADREMENT DU DROIT À UN SECOND REGARD : L'APPEL...	946
 Sous-section 1. Les conditions quant aux décisions soumises à appel.....	952
§ 1. Décisions pouvant être frappées d'appel.....	953
§ 2. Délai pour interjeter appel	960
§ 3. Moment pour interjeter appel.....	961
A. Jugements définitifs et jugements mixtes : appel immédiat toujours possible.....	961
1. Jugements définitifs.....	961
2. Les jugements mixtes.....	963
B. Jugements pour lesquels l'appel immédiat n'est possible que dans les cas spécifiés par la loi (jugements provisoires et jugements avant dire droit).....	964
1. Le principe : pas d'appel immédiat pour les jugements autres que définitifs ou mixtes....	964
2. Les exceptions : appel immédiat possible.....	965
 Sous-section 2. Les parties en appel.....	967
§ 1. L'appel de ceux qui étaient parties à l'instance.....	968
A. Bénéficiaires du droit d'appel : qui peut appeler et contre qui ?	968
1. Appel principal.....	968
2. Appel incident et appel provoqué.....	971
3. Appel en matière solidaire et indivisible	977
B. L'abus du droit d'appel.....	979
§ 2. L'intervention volontaire ou forcée en appel.....	979
A. Intervention volontaire.....	979
B. Intervention forcée	980
 Sous-section 3. Les effets de l'appel.....	982
§ 1. L'effet suspensif.....	983

	§ 2. L'effet dévolutif	986
	A. Caractère impératif de la saisine de la juridiction d'appel.....	987
	B. Limitation de l'effet dévolutif par l'acte d'appel....	988
	C. Interdiction des prétentions nouvelles	993
	1. Principe.....	993
	2. Mise en œuvre du principe	994
	§ 3. L'évocation	1002
	A. Évocation dans la procédure sur incident de compétence.....	1002
	B. Évocation de droit commun : article 568.....	1003
	C. Fondement de l'évocation	1005
CHAPITRE 2	LES VOIES DE RECOURS EXTRAORDINAIRES	1007
SECTION 1.	LA PROTECTION DES TIERS : LA TIERCE OPPOSITION.....	1007
	§ 1. Conditions de la tierce opposition	1010
	§ 2. Procédure de la tierce opposition	1015
	§ 3. Effets de la tierce opposition	1016
SECTION 2.	LA PROTECTION CONTRE L'ERREUR OU LA FRAUDE : LA RÉVISION.....	1017
	§ 1. Champ d'application	1018
	§ 2. Procédure du recours en révision	1021
SECTION 3.	LE CONTRÔLE DU DROIT : LE POURVOI EN CASSATION	1023
	§ 1. Conditions du pourvoi	1031
	A. Contre quels jugements et arrêts peut-on se pourvoir en cassation ?	1031
	B. Les parties au pourvoi	1035
	C. Délai et moment du pourvoi	1039
	D. Causes du pourvoi.....	1040
	§ 2. Les effets du pourvoi	1049
SECTION 4.	UN NOUVEAU RECOURS EXCEPTIONNEL : LE RÉEXAMEN EN MATIÈRE CIVILE.....	1052
SOUS-TITRE 3	L'effectivité de la fonction juridictionnelle : l'exécution des décisions de justice	1059
CHAPITRE 1	L'EXÉCUTION DÉFINITIVE	1063
SECTION 1.	CONDITIONS PRÉALABLES	1063
	§ 1. Jugement revêtu de la formule exécutoire	1063
	§ 2. Jugement notifié	1064

SECTION 2.	MOMENT DE L'EXÉCUTION.....	1064
	§ 1. Moment à partir duquel un jugement peut être exécuté	1064
	A. Jugement passé en force de chose jugée.....	1064
	B. Preuve du caractère exécutoire du jugement.....	1065
	§ 2. Délai dans lequel un jugement doit être exécuté	1066
	§ 3. Moment du jour et de l'année où l'exécution peut intervenir	1068
SECTION 3.	MODALITÉS DE L'EXÉCUTION	1068
SECTION 4.	ÉVÉNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ENTRAVER L'EXÉCUTION D'UN JUGEMENT	1069
CHAPITRE 2	L'EXÉCUTION PROVISOIRE	1072
SECTION 1.	DOMAINE ET CONDITIONS DE L'EXÉCUTION PROVISOIRE	1073
	§ 1. Le principe de l'exécution provisoire de droit	1073
	A. La généralisation de l'exécution provisoire de droit.....	1073
	B. Hypothèses dans lesquelles l'exécution provisoire de droit est écartée par un texte.....	1075
	C. Hypothèses dans lesquelles l'exécution provisoire de droit peut être écartée par le juge	1076
	§ 2. L'exécution provisoire facultative	1078
	§ 3. Dispositions communes à toutes les exécutions provisoires, de droit ou facultatives	1079
	A. La protection du perdant	1079
	1. Moyens de protection (articles 518 à 522)	1080
	2. Recours contre les décisions appliquant les articles 518 à 522.....	1081
	B. La protection du gagnant par la radiation de l'affaire.....	1081
	§ 4. L'exécution provisoire interdite	1082
SECTION 2.	EFFETS DE L'EXÉCUTION PROVISOIRE	1083

SECONDE PARTIE	L'ADAPTATION DU MODÈLE DU PROCÈS CIVIL	1087
TITRE 1	LES DÉCLINAISONS DU MODÈLE : LES RÈGLES PROPRES AUX DIFFÉRENTS TYPES DE JURIDICTIONS	1091
SOUS-TITRE 1	La diversité des organes juridictionnels	1093
CHAPITRE 1	LES RÈGLES RELATIVES À LA COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION	1103
SECTION 1.	LE NOUVEAU PAYSAGE DES JURIDICTIONS DE PREMIÈRE INSTANCE	1103
SECTION 2.	LES RÈGLES RELATIVES À L'ÉVALUATION DU LITIGE.....	1106
	§ 1. Règles générales d'évaluation du litige	1109
	A. Mode d'appréciation de la valeur de la demande....	1109
	B. Conséquences du caractère indéterminé de la demande	1110
	§ 2. Évaluation en cas de pluralité de demandes	1111
	A. Pluralité de demandes initiales.....	1111
	B. Pluralité par adjonction de demandes incidentes...	1112
SECTION 3.	LES PROROGATIONS DE LA COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION	1114
	§ 1. Les prorogations conventionnelles ou volontaires de compétence d'attribution	1115
	A. L'interdiction absolue de déroger à l'ordre des juridictions	1116
	B. L'incompétence quasi absolue de déroger au degré des juridictions	1117
	C. L'incompétence absolue ou relative de déroger à la nature des juridictions	1118
	1. Pour le tribunal judiciaire.....	1118
	2. Pour le tribunal de commerce, le conseil de prud'hommes et le tribunal paritaire des baux ruraux.....	1122
	§ 2. Les prorogations légales de compétence	1124
	A. Les moyens de défense	1124
	1. Le principe d'une prorogation légale de compétence.....	1124
	2. Le respect de la compétence exclusive d'une autre juridiction.....	1125

	B. Les demandes incidentes.....	1129
	1. Pour le TJ.....	1129
	2. Pour les juridictions d'exception.....	1130
	C. Les incidents d'instance.....	1131
	D. Les frais, émoluments et débours afférents à une instance.....	1131
CHAPITRE 2	LES RÈGLES RELATIVES À LA COMPÉTENCE TERRITORIALE.....	1132
SECTION 1.	LE PRINCIPE.....	1134
SECTION 2.	LES EXCEPTIONS.....	1137
	§ 1. Les compétences exclusives	1137
	§ 2. Les options de compétence	1139
	§ 3. Les aménagements conventionnels de la compétence territoriale	1146
CHAPITRE 3	LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS D'INCOMPÉTENCE.....	1148
SECTION 1.	LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS D'INCOMPÉTENCE.....	1149
	§ 1. Les techniques de déclenchement de la vérification de la compétence	1154
	A. Première technique : le déclinatoire de compétence.....	1155
	1. Moment de présentation du déclinatoire.....	1155
	2. Obligation de motiver le déclinatoire et de faire connaître la juridiction estimée compétente.....	1157
	B. Seconde technique : l'incompétence relevée d'office par le juge.....	1158
	1. Vérification d'office de la compétence d'attribution.....	1158
	2. Vérification de la compétence territoriale.....	1160
	§ 2. Rôle et pouvoirs de la juridiction du premier degré	1161
	A. Examen du déclinatoire.....	1161
	B. Décision sur la compétence.....	1162
	§ 3. L'appel du jugement statuant exclusivement sur la compétence	1163

	§ 4. L'appel du jugement statuant sur la compétence et le fond du litige	1165
	A. Premier cas.....	1165
	B. Second cas	1165
	§ 5. Pourvoi en cassation contre l'arrêt de la cour statuant sur la compétence	1166
SECTION 2.	LITISPENDANCE ET CONNEXITÉ.....	1166
	§ 1. La litispendance	1167
	§ 2. La connexité	1168
SOUS-TITRE 2	La diversité des procédures juridictionnelles...	1171
CHAPITRE 1	LES PROCÉDURES DEVANT LE TRIBUNAL JUDICIAIRE	1173
SECTION 1.	DISPOSITIONS COMMUNES AUX PROCÉDURES ÉCRITE ET ORALE	1176
Sous-section 1.	La tentative préalable obligatoire de règlement amiable de certains types de différends.....	1177
Sous-section 2.	Les modes de saisine du tribunal judiciaire.....	1178
	§ 1. La saisine par voie d'assignation	1178
	A. La prise de date d'audience	1178
	B. Le contenu de l'assignation	1179
	C. La saisine du tribunal.....	1180
	1. Le placement de l'assignation et l'enrôlement de l'affaire.....	1180
	2. Le délai de placement, exigé à peine de caducité de l'assignation.....	1181
	§ 2. La saisine par voie de requête	1182
	A. Le contenu de la requête.....	1182
	B. La saisine du tribunal et la convocation du défendeur.....	1183
Sous-section 3.	Dispositions relatives à la représentation	1183
	§ 1. Les règles relatives à la représentation obligatoire par avocat devant le TJ	1184
	§ 2. Les règles relatives à la représentation facultative par avocat devant le TJ	1186

Sous-section 4.	Le rôle du greffier.....	1188
SECTION 2.	DISPOSITIONS PROPRES À LA PROCÉDURE ÉCRITE.....	1189
Sous-section préliminaire.	Évolution historique de la procédure écrite devant le TGI, devenu TJ.....	1189
	§ 1. L'instruction dans l'ancien Code de procédure civile	1190
	§ 2. Transformations de la procédure d'instruction entre 1935 et 1958	1190
	§ 3. L'avènement d'une nouvelle procédure d'instruction : la mise en état des causes	1192
	§ 4. Du décret n° 71-740 du 9 septembre 1971 au Code de 1976	1193
	§ 5. Évolution postérieure au Code de 1976	1196
Sous-section 1.	Caractères communs à toutes ou plusieurs procédures écrites.....	1199
	§ 1. Le formalisme des conclusions	1199
	§ 2. La dématérialisation obligatoire de la procédure ...	1205
Sous-section 2.	La procédure écrite ordinaire.....	1207
	§ 1. L'audience d'orientation et l'appréciation de l'état de l'affaire	1208
	§ 2. L'instruction de l'affaire devant le juge de la mise en état	1211
	A. Nomination du juge de la mise en état.....	1211
	B. La durée de la saisine du juge de la mise en état...	1212
	C. Les pouvoirs du juge de la mise en état.....	1213
	1. Un pouvoir de conciliation.....	1213
	2. Un pouvoir administratif de contrôle de la bonne marche du procès.....	1214
	3. Un pouvoir juridictionnel (art. 789).....	1220
	D. Procédure suivie devant le juge de la mise en état...	1225
	E. Autorité de chose jugée et voies de recours.....	1226
	§ 3. La clôture de l'instruction	1230
	A. L'ordonnance de clôture.....	1230
	B. Possibilité de révocation et de report de l'ordonnance de clôture.....	1238
	§ 4. Le renvoi éventuel à l'audience des plaidoiries	1239
	A. L'éventualité d'une absence d'audience.....	1240
	B. Les caractères et le déroulement de l'audience.....	1242

Sous-section 3.	Les procédures écrites spéciales.....	1244
	§ 1. Procédure devant un juge unique (C. pr. civ., art. 812 à 816)	1245
	§ 2. La procédure à jour fixe	1247
	A. Conditions de recours à cette procédure	1248
	B. L'assignation et la saisine du tribunal	1249
	C. Déroulement de la procédure et jugement	1249
	§ 3. La juridiction contentieuse du président du TJ	1250
SECTION 3.	DISPOSITIONS PROPRES À LA PROCÉDURE ORALE.....	1251
Sous-section 1.	La procédure aux (seules) fins de tentative préalable de conciliation, sans saisine du tribunal	1252
Sous-section 2.	La procédure aux fins de jugement	1254
CHAPITRE 2	LES PROCÉDURES SUIVIES DEVANT LES JURIDICTIONS D'EXCEPTION	1256
	§ 1. Procédure suivie devant le tribunal de commerce ...	1257
	A. Dispositions communes : assistance et représentation	1258
	B. Procédure devant le tribunal.....	1259
	1. Introduction de l'instance	1259
	2. Saisine effective du tribunal	1260
	3. Le déroulement de l'instance	1260
	§ 2. Procédure suivie devant le tribunal paritaire des baux ruraux	1264
CHAPITRE 3	LA PROCÉDURE DEVANT LA COUR D'APPEL	1267
SECTION 1.	LA PROCÉDURE AVEC REPRÉSENTATION OBLIGATOIRE	1268
	§ 1. La procédure ordinaire	1272
	A. L'engagement de l'instance d'appel	1273
	1. Forme normale : appel par déclaration unilatérale au greffe de la cour	1276
	2. L'appel par requête conjointe	1281
	B. La phase d'instruction de l'affaire	1281
	1. Distribution de l'affaire et échange de conclusions ...	1281
	2. Les pouvoirs du conseiller de la mise en état.....	1292
	3. Les pouvoirs du premier président de la cour d'appel	1298
	C. L'arrêt d'appel.....	1299
	§ 2. La procédure à jour fixe	1299

SECTION 2.	LA PROCÉDURE SANS REPRÉSENTATION OBLIGATOIRE	1302
	§ 1. Forme de l'appel	1304
	§ 2. Instruction et jugement de l'affaire	1306
CHAPITRE 4	LA PROCÉDURE DEVANT LA COUR DE CASSATION	1316
SECTION 1.	LA PROCÉDURE DU POURVOI.....	1316
	§ 1. Déclaration de pourvoi et échange des mémoires	1318
	A. La procédure avec représentation obligatoire.....	1319
	B. La procédure sans représentation obligatoire	1322
	C. Conséquences d'une erreur de procédure	1325
	§ 2. Pouvoirs propres du premier président	1325
SECTION 2.	L'EXAMEN DU POURVOI PAR LA COUR DE CASSATION	1328
	§ 1. Évolution législative	1328
	§ 2. Distribution des affaires à une formation de la cour	1330
	§ 3. Examen de l'affaire	1331
SECTION 3.	L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION	1340
	§ 1. Arrêt de rejet	1343
	§ 2. Arrêt de cassation	1345
	A. Contenu et portée de l'arrêt de cassation	1345
	B. La cassation avec renvoi	1347
	1. Le principe du renvoi	1347
	2. Saisine de la juridiction de renvoi.....	1347
	3. L'instance devant la juridiction de renvoi.....	1349
	C. Conflit avec la juridiction de renvoi. Arrêt de l'assemblée plénière	1351
	D. La cassation sans renvoi	1352
TITRE 2	LES TRANSFORMATIONS DU MODÈLE : LE DROIT SPÉCIAL DE LA PROTECTION JURIDICTIONNELLE	1357
SOUS-TITRE 1	La protection juridictionnelle gracieuse	1359
CHAPITRE 1	LA JURIDICTION GRACIEUSE	1361
SECTION 1.	LA FONCTION DU JUGE EN MATIÈRE GRACIEUSE, UNE FONCTION JURIDICTIONNELLE.....	1361

SECTION 2.	LE RÉGIME DE LA DÉCISION GRACIEUSE.....	1370
	§ 1. La décision gracieuse selon l'esprit du Code, un acte juridictionnel	1370
	§ 2. La décision gracieuse selon la jurisprudence, un acte spécifique	1373
CHAPITRE 2	LA PROCÉDURE GRACIEUSE	1376
SECTION 1.	LA PROCÉDURE GRACIEUSE TYPE.....	1376
SECTION 2.	LA PROCÉDURE GRACIEUSE DEVANT LES DIFFÉRENTES JURIDICTIONS.....	1380
SOUS-TITRE 2	La protection juridictionnelle provisoire	1383
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	LES FONCTIONS DE LA JURIDICTION PROVISOIRE	1385
SECTION 1.	LE DROIT À UNE PROTECTION JURIDICTIONNELLE PROVISOIRE, DROIT FONDAMENTAL.....	1385
SECTION 2.	L'ESSOR CONTEMPORAIN DE LA JURIDICTION PROVISOIRE.....	1387
CHAPITRE 1	LES CAS D'OUVERTURE DES PROCÉDURES PROVISOIRES	1395
SECTION 1.	LES CAS COMMUNS AUX PROCÉDURES EN RÉFÉRÉ ET SUR REQUÊTE	1398
	§ 1. Premier cas d'ouverture commun : l'urgence	1400
	A. Le référé d'urgence de l'article 834, C. pr. civ.	1400
	B. Les mesures urgentes sur requête de l'article 845, C. pr. civ.	1402
	C. Le contrôle de l'urgence par le juge	1403
	D. Les pouvoirs du juge en présence d'une urgence non constitutive d'un cas d'ouverture du référé : la passerelle.....	1404
	§ 2. Deuxième cas d'ouverture commun : le motif légitime de recueillir une mesure d'instruction avant tout procès (article 145)	1406

SECTION 2.	LES CAS PROPRES À L'UNE DES DEUX PROCÉDURES.....	1413
	§ 1. Les cas d'ouverture propres à la procédure de référé	1413
	A. Le dommage imminent ou le trouble manifestement illicite	1413
	1. Pouvoirs du président en vertu de l'article 835, al. 1 ^{er}	1414
	2. Illustrations de l'utilité pratique des cas d'ouverture prévus à l'article 835 al. 1 ^{er}	1417
	B. L'existence d'une obligation non sérieusement contestable.....	1423
	C. Les cas d'ouverture de nature procédurale.....	1425
	D. Les cas spéciaux prévus par des textes autres que le Code de procédure civile.....	1426
	§ 2. Les cas d'ouverture propres à la procédure sur requête	1427
CHAPITRE 2	LES PROCÉDURES PROVISOIRES	1429
SECTION PRÉLIMINAIRE.	LA DÉTERMINATION DU JUGE DU PROVISOIRE COMPÉTENT...	1430
	§ 1. La détermination du juge compétent à l'intérieur du tribunal	1431
	A. Une compétence traditionnellement présidentielle et à juge unique	1431
	B. Tempéraments au principe d'une compétence présidentielle et à juge unique	1433
	§ 2. La détermination du tribunal dont doit émaner le juge compétent	1434
	A. L'application des règles générales.....	1434
	B. Les particularités.....	1435
SECTION 1.	LA PROCÉDURE DE RÉFÉRÉ.....	1437
	§ 1. Une procédure formellement allégée	1438
	§ 2. Une procédure accélérée	1440
	A. L'engagement de l'instance en référé.....	1440
	B. Le déroulement de l'instance en référé.....	1441
SECTION 2.	LA PROCÉDURE SUR REQUÊTE.....	1445
	§ 1. L'éviction temporaire de la contradiction	1445
	§ 2. Le maintien d'un certain formalisme	1450
	§ 3. L'allègement des contraintes procédurales	1453

CHAPITRE 3	L'ACTE JURIDICTIONNEL PROVISOIRE	1455
SECTION 1.	LES ATTRIBUTS DE LA DÉCISION PROVISOIRE	1455
	§ 1. Le caractère provisoire de la décision	1455
	§ 2. L'autorité de la chose jugée au provisoire de la décision.....	1456
	§ 3. Le caractère immédiatement exécutoire de la décision.....	1458
SECTION 2.	LE DÉBAT SUR LA NATURE GRACIEUSE OU CONTENTIEUSE DES DÉCISIONS PROVISOIRES	1460
SOUS-TITRE 3	Les adaptations du modèle à des domaines spécifiques du droit substantiel.....	1465
CHAPITRE 1	LES PROCÉDURES VISANT AU RECOUVREMENT SIMPLIFIÉ DES CRÉANCES	1467
SECTION 1.	LA PROTECTION JURIDICTIONNELLE MONITOIRE : L'INJONCTION DE PAYER	1467
	§ 1. La fonction de la protection juridictionnelle monitoire.....	1467
	§ 2. Le déroulement de l'instance monitoire.....	1471
	§ 3. L'issue de l'instance monitoire.....	1477
	A. L'absence d'opposition par le défendeur.....	1478
	B. L'exercice de l'opposition par le défendeur.....	1479
SECTION 2.	LA PROCÉDURE DE RECOUVREMENT DES PETITES CRÉANCES ...	1484
	§ 1. Une « procédure » déjudiciarisée.....	1484
	§ 2. Les étapes de la procédure	1485
SECTION 3.	LA TRANSPOSITION LOINTAINE DU MODÈLE DE L'INJONCTION DE PAYER AUX OBLIGATIONS DE FAIRE.....	1486
CHAPITRE 2	LA PROTECTION COLLECTIVE DES INTÉRÊTS INDIVIDUELS : L'ACTION DE GROUPE	1489
SECTION 1.	LE MODÈLE GÉNÉRAL DE L'ACTION DE GROUPE	1491
	§ 1. Domaine et objet de l'action de groupe	1491
	§ 2. Procédure de l'action de groupe en responsabilité ...	1493
	A. Engagement de l'action.....	1493

	B. Jugement sur la responsabilité	1493
	C. Mise en œuvre du jugement :	
	définition concrète du groupe	1495
	D. Portée juridique du jugement	1496
	E. Possibilité d'une médiation.....	1497
	§ 3. Actions de groupe particulières auxquelles le modèle général est applicable.....	1497
SECTION 2.	LE MODÈLE SPÉCIAL DE L'ACTION DE GROUPE EN DROIT DE LA CONSOMMATION	1499
	§ 1. Le jugement sur la responsabilité	1503
	§ 2. La phase de l'indemnisation	1506
	§ 3. La faculté de recourir à la médiation.....	1508
	§ 4. L'aménagement d'une action de groupe simplifiée...	1509
TITRE 3	LES REDÉFINITIONS DU MODÈLE FACE AUX ÉVOLUTIONS CONTEMPORAINES DU RÈGLEMENT DES CONFLITS	1511
SOUS-TITRE 1	Le modèle dans l'espace européen : les règles propres aux conflits transfrontaliers de l'Union européenne	1513
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	L'ÉMERGENCE D'UN DROIT DU PROCÈS CIVIL PROPRE AUX LITIGES TRANSFRONTALIERS.....	1515
SECTION 1.	LES SOURCES DE L'ESPACE JUDICIAIRE EUROPÉEN	1515
SECTION 2.	CHAMP D'APPLICATION DU RÈGLEMENT BRUXELLES I <i>BIS</i>	1524
CHAPITRE 1	LES RÈGLES VISANT À FACILITER LA SAISINE DU JUGE AU SEIN DE L'UE.....	1529
SECTION 1.	L'ORGANISATION DE RÈGLES DE COMPÉTENCE SPÉCIFIQUES.....	1529
	§ 1. La compétence territoriale dans les litiges relevant de l'Union européenne (Règlement no 1215/2012 du 12 décembre 2012, Bruxelles I bis)	1529
	A. Le principe : compétence du tribunal du domicile du défendeur.....	1530
	1. Le principe	1530
	2. Exclusion des règles nationales de compétence exorbitantes	1531

	B. Les exceptions au principe de compétence du tribunal du défendeur.....	1532
	1. Les compétences exclusives.....	1533
	2. Les aménagements conventionnels de la compétence.....	1537
	3. Les compétences spéciales de l'article 7.....	1544
	4. Les compétences dérivées (règl., art. 8).....	1555
	§ 2. Le contrôle des règles de compétence dans les litiges relevant de l'union européenne.....	1561
	A. Saisine d'un juge incompétent d'un État membre ...	1561
	B. Défaut de comparution du défendeur	1563
	C. Litispendance et connexité.....	1564
	1. Litispendance	1564
	2. Connexité.....	1567
SECTION 2.	LA GARANTIE D'UN ACCÈS EFFECTIF AU JUGE : L'AIDE JUDICIAIRE DANS LES LITIGES TRANSFRONTALIERS AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE	1569
	§ 1. Présentation de la directive n° 2003/8 CE du 27 janvier 2003.....	1570
	§ 2. La mise en œuvre de la directive n° 2003/8 CE du 27 janvier 2003.....	1572
CHAPITRE 2	LES RÈGLES VISANT À FAVORISER LA CIRCULATION DES ACTES AU SEIN DE L'UE...	1576
SECTION 1.	LA CIRCULATION DES ACTES D'INSTRUCTION AU SEIN DE L'UE : L'OBTENTION DES PREUVES FACILITÉE	1576
SECTION 2.	LA CIRCULATION DES ACTES DE PROCÉDURE : LES DISPOSITIONS PROPRES À LA NOTIFICATION AU SEIN DE L'UE.....	1582
SECTION 3.	LA CIRCULATION DES DÉCISIONS AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE : LA RECONNAISSANCE ET L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS.....	1594
	§ 1. L'exequatur simplifié prévu par le règlement n° 44/2001 du 22 décembre 2000, Bruxelles I	1599
	A. Le cadre de la reconnaissance ou de la déclaration constatant la force exécutoire ...	1600
	1. Principe : absence de révision au fond (art. 36 et 45.2).....	1600
	2. Contrôle restreint du juge de l'État requis.....	1600

	B. Procédure et voies de recours	1612
	1. Requête en reconnaissance ou en déclaration constatant la force exécutoire	1613
	2. Recours contre la décision rendue sur requête	1615
	C. Effets de la décision constatant la force exécutoire...	1618
	§ 2. Le règlement n° 1215/2012 du 12 décembre 2012, Bruxelles I bis	1619
	A. Suppression de la déclaration constatant la force exécutoire	1621
	B. Possible refus d'exécution sur demande	1624
CHAPITRE 3	LES PROTECTIONS SPÉCIFIQUES PRÉVUES PAR LE DROIT DE L'UE	1631
SECTION 1.	LA PROTECTION JURIDICTIONNELLE PROVISOIRE DANS LES LITIGES RELEVANT DU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE	1631
	§ 1. Les règles de compétence en matière de mesures provisoires	1631
	§ 2. Les règles propres à la circulation des décisions rendues en matière de mesures provisoires et conservatoires	1634
SECTION 2.	LA PROTECTION DES CRÉANCES AU SEIN DE L'UE	1636
	§ 1. La protection juridictionnelle monitoire au sein de l'UE : le modèle européen de l'injonction de payer	1637
	A. La conception européenne de la protection monitoire	1637
	B. Le déroulement de l'instance monitoire européenne	1641
	C. L'issue de l'instance monitoire européenne.....	1643
	§ 2. Le Titre Exécutoire Européen (TEE)	1646
SECTION 3.	LES RÈGLES PROPRES À LA PROTECTION DES PARTIES FAIBLES... ..	1649
	§ 1. Les règles de compétence tendant à la protection de la partie réputée faible	1649
	A. Le cadre général de protection de la partie faible (règlement Bruxelles I bis).....	1649
	B. Illustrations du droit de la protection de la partie faible	1650
	1. Compétence en matière de contrats conclus avec des consommateurs	1650

	2. Compétence en matière de contrats individuels de travail (règl., art. 20 à 23)	1654
	§ 2. La procédure européenne de règlement des petits litiges	1656
CHAPITRE 4	LA FAVEUR DU DROIT DE L'UE POUR LA RÉOLUTION AMIABLE DES CONFLITS	1666
SECTION 1.	LES TEXTES GÉNÉRAUX RELATIFS À LA MÉDIATION	1666
SECTION 2.	LES TEXTES PROPRES AU DROIT DE LA CONSOMMATION	1668
SOUS-TITRE 2	La privatisation du modèle : l'arbitrage	1671
CHAPITRE 1	LA MISE EN PLACE DE L'ARBITRAGE	1675
SECTION PRÉLIMINAIRE.	LE CADRE JURIDIQUE DE L'ARBITRAGE.....	1675
SECTION 1.	LA DÉCISION DE RECOURIR À L'ARBITRAGE	1677
SECTION 2.	LA CONVENTION D'ARBITRAGE	1679
	§ 1. Dispositions générales applicables à la convention d'arbitrage	1681
	A. L'objet de la convention d'arbitrage	1682
	B. Les personnes pouvant conclure une convention d'arbitrage	1683
	C. La forme de la convention d'arbitrage.....	1683
	D. Le contenu de la convention d'arbitrage.....	1684
	E. Les deux effets de la convention d'arbitrage	1684
	§ 2. Les deux types de convention d'arbitrage	1688
	A. La clause compromissoire	1689
	1. Domaine de validité de la clause	1689
	2. Absence de conséquence de la nullité de la clause sur le contrat principal	1695
	3. Effets de la clause compromissoire envers les tiers....	1695
	B. Le compromis.....	1699
	1. Domaine du compromis	1699
	2. Le contenu du compromis.....	1699
	3. Portée et effets du compromis.....	1700
SECTION 3.	L'ORGANISATION DU TRIBUNAL ARBITRAL	1700
	§ 1. Conditions à remplir pour pouvoir être arbitre	1701

	§ 2. Désignation des arbitres.....	1705
	§ 3. Durée de la mission des arbitres	1708
	§ 4. Intervention du juge d'appui	1709
CHAPITRE 2	L'INSTANCE ARBITRALE	1711
SECTION 1.	LE DÉBUT DE L'INSTANCE	1711
SECTION 2.	LE DÉROULEMENT DE L'INSTANCE.....	1712
SECTION 3.	LA FIN DE L'INSTANCE	1717
CHAPITRE 3	LA SENTENCE ARBITRALE	1718
SECTION 1.	POUVOIR DE JUGE DU TRIBUNAL ARBITRAL	1718
SECTION 2.	ÉLABORATION ET FORMES DE LA SENTENCE.....	1719
SECTION 3.	EFFETS DE LA SENTENCE.....	1721
SECTION 4.	FORCE EXÉCUTOIRE DE LA SENTENCE PAR L'EXEQUATUR.....	1723
CHAPITRE 4	LES VOIES DE RECOURS CONTRE LA SENTENCE ARBITRALE	1726
SECTION 1.	VOIES DE RECOURS ORDINAIRES.....	1727
	§ 1. L'appel.....	1727
	§ 2. Le recours en annulation.....	1728
	§ 3. Dispositions communes à l'appel et au recours en annulation.....	1730
SECTION 2.	VOIES DE RECOURS EXTRAORDINAIRES	1731
SOUS-TITRE 3	La reconfiguration du modèle ? Les modes amicales de règlement des différends	1735
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	L'ÉMERGENCE D'UN CADRE JURIDIQUE COMMUN	1747
SECTION 1.	LA CONSTRUCTION D'UN CADRE JURIDIQUE COMMUN.....	1747
	§ 1. La consolidation du cadre juridique posé par le Code de procédure civile	1747
	§ 2. Le développement d'une approche unitaire des modes amiables	1750

SECTION 2.	L’AFFIRMATION D’UN CADRE SÉCURISÉ.....	1754
	§ 1. Un cadre notionnel	1754
	§ 2. Un cadre éthique	1756
	A. Les exigences pesant sur les conciliateurs de justice et les médiateurs judiciaires.....	1756
	B. Les exigences pesant sur les médiateurs et conciliateurs purement conventionnels	1757
	§ 3. Un cadre fonctionnel : la préservation de la protection juridictionnelle des parties	1759
CHAPITRE 1	LES MODES JUDICIAIRES DE RÈGLEMENT AMIABLE DES CONFLITS	1761
SECTION 1.	LA CONCILIATION JUDICIAIRE	1761
	§ 1. La conciliation judiciaire « retenue »	1762
	§ 2. La conciliation judiciaire déléguée	1763
SECTION 2.	LA MÉDIATION JUDICIAIRE.....	1764
CHAPITRE 2	LES MODES EXTRAJUDICIAIRES DE RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS	1767
SECTION PRÉLIMINAIRE.	PRINCIPE D’UNE RÉOLUTION AMIABLE EXTRAJUDICIAIRE	1767
	§ 1. Définition et fonction de la résolution amiable des différends	1768
	§ 2. Force juridique croissante des modes de résolution amiable des différends	1768
	A. Domaine d’application.....	1768
	B. Caractère obligatoire de la tentative préalable à la saisine du juge	1769
	1. L’obligation découlant du contrat.....	1769
	2. L’obligation fondée sur la loi.....	1770
SECTION 1.	LA MÉDIATION ET LA CONCILIATION CONVENTIONNELLES.....	1774
	§ 1. La médiation conventionnelle	1774
	§ 2. La conciliation conventionnelle confiée à un conciliateur de justice	1775
SECTION 2.	LA PROCÉDURE PARTICIPATIVE	1777
	§ 1. Genèse et définition de la procédure participative	1777
	§ 2. Régime juridique de la procédure participative	1781
	A. La convention de procédure participative.....	1781

B. Déroulement de la procédure.....	1782
C. L'issue de la procédure participative.....	1783
1. Le succès de la procédure conventionnelle.....	1783
2. L'échec de la procédure conventionnelle.....	1784
3. Le succès partiel de la négociation.....	1784
BIBLIOGRAPHIE.....	1787
SÉLECTIVE	
INDEX.....	1801